



NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA VITRERIE

D'UN IMMEUBLE SITUE AU 1 et 3 Rue du MOULIN à AUXERRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

AO 2024-33

POUVOIR ADJUDICATEUR

FOSSY

**Fédération des Organismes de Sécurité Sociale de l'Yonne
1 et 3 rue du Moulin
89000 AUXERRE**

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

Mme Elisabeth LACROIX Directrice

APPEL D'OFFRES OUVERT

Marché de Services

Table des matières

1.	OBJET DU MARCHE PUBLIC	4
2.	MODE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC	4
3.	ALLOTISSEMENT	4
4.	LIEU D'EXECUTION.....	4
5.	DUREE DU MARCHE.....	5
6.	DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE.....	5
6.1.	Pièces Particulières.....	5
6.2.	Pièces générales	5
7.	PRIX.....	6
7.1.	Forme du prix	6
7.2.	Contenu des prix :.....	6
7.3.	Modalités de variation des prix.....	7
8.	MODALITES DE PAIEMENT	8
8.1.	Modalités de facturation.....	8
8.2.	Avance	9
9.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
9.1.	Représentation des parties	10
9.1.1.	Représentation de l'acheteur.....	10
9.1.2.	Représentation du titulaire	10
9.1.3.	Responsable.....	10
9.1.4.	Inspecteur.....	10
9.1.5.	Contremaître	10
9.2.	Remplacement des intervenants	11
9.3.	Grèves.....	11
9.4.	Obligations du titulaire.....	11
9.4.1.	Obligation de résultat.....	11
9.4.2.	Obligations générales du titulaire quant au personnel.....	12
9.4.3.	Reprise du personnel.....	12
9.4.4.	Liste nominative du personnel	13
9.4.5.	Informations relatives au personnel à l'échéance du marché	13
9.4.6.	Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel.....	14
9.4.7.	Obligations de conseil	14
9.4.8.	Obligations d'information	15
9.4.9.	Obligation de confidentialité	15
9.5.	Mesures de sécurité	15
9.6.	Plan de prévention	16
9.7.	Etat des biens	16
9.8.	Exigences relatives aux prestations.....	16
9.9.	Augmentation ou diminution des surfaces à nettoyer	17
10.	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	17
11.	CERTIFICATS.....	17
12.	LANGUE	17
13.	ASSURANCE	17

14.	SOUS-TRAITANCE.....	18
15.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
15.1.	Opération de vérification	18
15.2.	Décision après vérification	19
16.	PENALITES.....	19
16.1.	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	19
16.2.	Pénalités pour non-communication du tableau de masse salariale	20
16.3.	Pénalités diverses	20
16.4.	Application de réfections.....	21
16.5.	Application de réfections dérogatoires	21
17.	RESILIATION.....	22
18.	REGLEMENT DES LITIGES	22
19.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	22

1. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux et des vitreries du bâtiment de la FOSSY situé à AUXERRE.

L'ensemble des prestations, décrites dans le CCTP, concernent :

- Le nettoyage des locaux,
- L'enlèvement des déchets,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures et extérieures du bâtiment.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire du présent marché public s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent marché dans les conditions définies ci-après et au cahier des clauses techniques particulières.

2. MODE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2124-2, R 2124-2 1°) et R 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

3. ALLOTISSEMENT

En vertu de l'article L.2113-11 du code de la Commande Publique, le présent marché n'est pas alloti, les prestations n'étant pas distinctes.

4. LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'effectuent dans les locaux situés aux adresses suivantes :

Bâtiment principal situé aux adresses suivantes :

- 1 et 3 rue du Moulin
- 12 rue du Clos

Bâtiment annexe situé au

- 18 rue du Clos à Auxerre

5. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 1 an.

Il peut être reconduit trois (2) fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (3) ans.

Dans le cas d'une non-reconduction, la FOSSY notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité du marché avec un préavis de 2 mois. L'absence de reconduction du marché n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

Entre la notification du marché et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire procède à la mise en place des prestations, notamment à la reprise du personnel avec le titulaire sortant.

Le début d'exécution des prestations forfaitaires est prévu 1 mois après la notification du marché.

6. DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, selon l'ordre de priorité suivant :

6.1. Pièces Particulières

- Un Acte d'Engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- L'offre technique du titulaire constituée du « cadre de réponse technique », étant précisé que celui-ci prévaut sur tout autre document notamment le mémoire technique.

6.2. Pièces générales

- Le code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale

- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G.- F.C.S.) arrêté du 30 mars 2021,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives de l'acheteur, fait seul foi.

7. PRIX

7.1. Forme du prix

Les prix du marché sont forfaitaires et exprimés en euros HT et TTC, et tous frais compris.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Il est rappelé qu'au terme de l'article R2112-6 du code de la commande publique, un prix forfaitaire est un prix « *appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées* ».

Par conséquent, le titulaire s'engage à effectuer une prestation pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités réellement livrées ou exécutées. Dans ce cas, la Fossy ne pourra pratiquer une réfaction sur le prix en cas de diminution des quantités mises en œuvre.

A l'inverse, **le titulaire ne peut obtenir un supplément de prix au motif que les quantités réellement livrées ou exécutées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues.**

Pour rappel le marché est conclu avec une obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

7.2. Contenu des prix :

Les prix forfaitaires comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi

que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

7.3. Modalités de variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du marché, sont fermes la première année d'exécution du marché.

Puis, ils sont révisables annuellement à la date anniversaire du début d'exécution des prestations par application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 \left(0,15 + 0,85 \frac{I}{I_0} \right) \text{ dans laquelle}$$

P = prix révisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

I₀ = valeur de l'indice INSEE de la Série 010545977 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage) du mois de la date limite de réception des offres

I_m = valeur de l'indice INSEE de la Série 010545977 : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage) connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par la Fossy. Le titulaire disposera d'un délai de 21 jour calendaire pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

À la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le titulaire adresse à la Fossy la valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée. Le silence de la Fossy dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation de celles-ci.

En cas de refus de la proposition de révision du titulaire, la Fossy lui fait sa proposition dans les meilleurs délais.

En l'absence de courrier de la part du titulaire dans un délai de vingt et un jours calendaires à compter de la date anniversaire de notification du marché, la Fossy lui transmet la valeur du coefficient de révision calculé à l'aide de la formule figurant au présent CCAP. La valeur du coefficient de révision, calculé au moyen de la formule de révision des prix, est appliquée sur le montant de chaque facture.

Clause de sauvegarde : Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 5%, le marché pourra être résilié, par la Fossy, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

8. MODALITES DE PAIEMENT

8.1. Modalités de facturation

Les factures seront établies mensuellement et détailleront le montant des 3 prestations suivantes :

- **Prestations courantes de nettoyage des locaux (forfait mensuel)**
- **Prestation de nettoyage de la vitrerie (montant selon les prestations réalisées)**
- **Prestation de shampouinage (montant selon les prestations réalisées)**

Le montant des prestations courantes sera le même chaque mois, le montant facturé pour les prestations de nettoyage de la vitrerie et de shampouinage dépendra des prestations réalisées. Le titulaire pourra proposer un calendrier de facturation précisant les montants prévisionnels pour chaque mois et chaque prestation.

Le montant mensuel facturé se compose des prestations réellement exécutées.

Les factures seront déposées par le prestataire sur le portail Chorus Pro

Contenu des factures :

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom du destinataire de la commande ;
- la désignation de l'émetteur du bon de commande ;
- la date des prestations, nature des prestations, sites concernés ;
- les quantités ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, par poste de facturation ;
- le(s) taux de remise ;
- le montant hors TVA des fournitures livrées
- le taux et le montant de la TVA ;

- le montant total des fournitures livrées

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de la Fossy signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

8.2. Avance

Sauf en cas de refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance doit être accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT en application des dispositions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée dans l'acte d'engagement.

Pour ce qui est des modalités de remboursement de l'avances, il est fait application des articles R.2191-11 à 12 du code de la commande publique.

9. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Représentation des parties

9.1.1. Représentation de l'acheteur

La Fossy désigne un ou deux interlocuteurs chargés du suivi de l'exécution des prestations. Ils sont les interlocuteurs du titulaire pour tous les aspects (contrat, facturation, paiement, contrôle de la prestation, ...).

9.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.1.3. Responsable

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation de l'acheteur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

Le responsable est assisté par un inspecteur nommément désigné chargé du suivi des prestations. Il doit être présent sur convocation de l'organisme et participe aux réunions de suivi.

9.1.4. Inspecteur

L'inspecteur est responsable :

- de la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers de la sécurité du personnel et des biens.

9.1.5. Contremaître

Un contremaître ou chef d'équipe est chargé :

- de l'organisation du travail,
- de la préparation et du suivi des prestations quotidiennes,
- de la prise en compte des doléances des usagers,
- de la discipline du chantier et du personnel,
- du respect des objectifs qualitatifs définis dans le CCTP.

Le titulaire décrira précisément les fonctions du contremaître en précisant la manière dont il participe au travail de l'équipe.

Il est précisé que le personnel du titulaire est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

9.2. Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la Fossy se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. La Fossy se réserve le droit d'exiger du Titulaire du contrat, le retrait ou le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles édictées dans le CCAP ou le CCTP. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants. Le remplaçant est soumis à l'approbation de la Fossy. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 1 mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

9.3. Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer l'intégralité des prestations prévues au marché en accord avec la Fossy bénéficiaire des prestations.

Dans ces conditions, le titulaire du marché sera tenu de présenter pour le site les moyens et modalités d'organisation qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

Ces moyens d'organisation feront l'objet de réorganisation locale au fur et à mesure de la poursuite du conflit. Le titulaire prévoit un plan BIS dégradé en cas de grève. En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer, les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des patients et des bâtiments, selon les fréquences établies en accord avec la Fossy.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par La Fossy par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

9.4. Obligations du titulaire

9.4.1. Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le cahier des clauses techniques particulières.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

En effet, les moyens et modalités décrits dans le CCAP, le CCTP ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations, les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

9.4.2. Obligations générales du titulaire quant au personnel

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- à la loi n°98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ; la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ; au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ; au décret 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n°97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.
- à la loi n°2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure.
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution.
- Aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel.
- Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée du marché, notamment les articles du Code du travail :
 - L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
 - L8231-1 à L8234-2 relatifs au « délit de marchandage »,
 - L8221-1 à L8222-7 relatifs au « travail dissimulé »,
 - L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
 - D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
 - L4741-1 à L4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir. La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

9.4.3. Reprise du personnel

En application des dispositions de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché de nettoyage. Le titulaire, rentrant dans le champ d'application de l'annexe 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans cette annexe. Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. La Fossy n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

9.4.4. Liste nominative du personnel

Le Titulaire fournit à la Fossy la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux. Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel. La première liste est fournie dans un délai de 15 jour ouvrable à compter de la date de notification du marché.

En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer la Fossy de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'établissement soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

9.4.5. Informations relatives au personnel à l'échéance du marché

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de la Fossy, le Titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre,
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience des personnels à reprendre,
- L'ancienneté des personnels à reprendre,
- La qualification des personnels à reprendre,
- Le site de l'acheteur sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

La demande de la Fossy peut intervenir dans les cas suivants : non reconduction, résiliation, ou renouvellement du marché.

9.4.6. Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire. Il est soumis aux dispositions de la convention collective applicable à l'activité du Titulaire. Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du Titulaire.

La Fossy ne peut être amené à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du Titulaire est soumis aux règlements intérieurs de la Fossy, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par la Fossy.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toutes natures produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du Titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux de la Fossy.

Tenues de travail et équipement de protection

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues au marché dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire du marché. Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement.

Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

9.4.7. Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9.4.8. Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la Fossy tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

9.4.9. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la Fossy, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La Fossy pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché.

9.5. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

La Fossy et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (Cf. Articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail).

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

L'Entreprise devra instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Les portes coupe-feu ne devront pas être obturées ni encombrées.

Les zones susceptibles de demeurer glissantes durant un certain temps après intervention (notamment après un balayage humide) devront faire l'objet, à l'initiative de l'Entreprise, d'un balisage. Ce balisage devra indiquer de manière évidente et suffisamment voyante le caractère périlleux pour les personnes des dites zones.

Dès le début du marché, l'entreprise devra communiquer à la Fossy les fiches techniques de tous les produits d'entretien utilisés.

Des clés sont confiées au titulaire pour l'exécution des prestations. En cas de perte, le remplacement des clés et des serrures sera à la charge du titulaire.

Les portes des bureaux, salles de commission et de bibliothèque, etc. devront être scrupuleusement refermées à clé après chaque intervention, sauf prescription différente de l'administration.

9.6. Plan de prévention

Le démarrage de la prestation fait l'objet d'un plan de prévention qui est établi à l'initiative du pouvoir adjudicateur en collaboration avec le titulaire dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché. Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

9.7. Etat des biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux. Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes, le cas échéant les alarmes branchées, dès achèvement des opérations de nettoyage.

9.8. Exigences relatives aux prestations

Conformément à l'article R.4513-8 du Code du travail, la Fossy mettra à disposition des agents du titulaire, à titre précaire et gratuit sans occupation privative et sans pouvoir établir d'autres installations fixes ni modifier celles existantes, un local permettant :

- l'exécution de la prestation,
- l'entreposage des matériels,
- le changement de leurs effets personnels et la sécurité de ceux-ci.

Un état des lieux et un inventaire contradictoire entre les parties, seront établis préalablement à la prise en charge de ces locaux. Si au cours du marché, ceux-ci cessaient d'être conformes à la législation ou la réglementation en vigueur, le titulaire ou son responsable sur le site, devra en aviser l'organisme bénéficiaire ou son représentant. Ces modalités seront renouvelées en fin de marché ou en cas de résiliation.

En cas de dégradation, du fait des agents du titulaire, toute remise en état sera à la charge du titulaire. Les agents du prestataire s'appliqueront à maintenir les locaux mis à leur disposition en état de propreté. La Fossy met à la disposition du titulaire la fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution de la prestation.

9.9. Augmentation ou diminution des surfaces à nettoyer

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des augmentations ou à des diminutions de volume de travaux mentionnés dans le présent marché, ainsi qu'à leur changement de nature. Toute modification de la masse du forfait donnera lieu à la signature d'un avenant au marché.

10. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, fait application de l'article R 2111-7 du code de la commande publique, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental prévues au CCTP.

11. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que la Fossy n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

12. LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

13. ASSURANCE

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à La Fossy en cas d'inexécution.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire devra dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, prouver qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la Fossy ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la Fossy, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la Fossy de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

14.SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de la Fossy, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-FCS, la Fossy doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

15.CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

15.1. Opération de vérification

Les contrôles auront pour objet de vérifier que la prestation se déroule conformément aux engagements qualitatifs et quantitatifs du Titulaire, tant dans les prestations exécutées que les fournitures mises à dispositions.

Des visites de contrôle sont réalisées régulièrement selon les conditions définies au CCTP.

Le résultat des contrôles sera transcrit dans un compte rendu établi par le titulaire, ce document est contractuel et permettra au pouvoir adjudicateur de justifier de pénalité pour défaut de qualité de la prestation.

15.2. Décision après vérification

Tout manquement pourra donner lieu à l'application des pénalités correspondantes. En outre, en cas de non-respect des obligations contractuelles qualitatives et/ou quantitatives, il pourra être appliquée une réfaction sur les sommes dues au Titulaire, proportionnelle aux imperfections constatées.

16. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la Fossy de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas 1 000 € pour l'ensemble du marché, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, en tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 25 % du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

16.1. Pénalités liées à l'exécution des prestations

Les articles suivants dérogent aux pénalités prévues à l'article 14.1 et suivant du CCAG-FCS.

a) Pénalités pour non-respect des horaires, des délais et des fréquences de nettoyage

En cas de non-respect des fréquences contractuelles d'exécution des prestations équivalant à la non-réalisation de la prestation, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 € HT par anomalie constatée.

b) Pénalités pour défaut de qualité

Lorsqu'une prestation aura été mal ou partiellement effectuée, si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du CCTP, le Pouvoir Adjudicateur pourra appliquer des pénalités qui seront calculées de la manière suivante et sans avertissement préalable :

- 1er manquement : il implique une pénalité de 200 € HT.
- 2ème manquement : il implique une pénalité de 300 € HT.
- 3ème manquement : il implique une pénalité de 800 € HT.

16.2. Pénalités pour non-communication du tableau de masse salariale

Il est rappelé que conformément à l'article 1224-1 du Code du travail certains contrats de travail de personnel se poursuivront avec l'entreprise succédant au prestataire actuel.

A cet effet et à la demande de l'acheteur, le titulaire devra communiquer sous 15 jours un tableau exhaustif et détaillé de la masse salariale à reprendre au titre du marché. Ces informations seront publiables par l'acheteur dans la mise en concurrence visant à renouveler le marché.

A défaut de réponse dans le délai imparti, le titulaire subira une pénalité de 100 € HT par jour de retard.

16.3. Pénalités diverses

Pénalités pour retard dans la restitution des badges et clés

Une pénalité de 50 € HT par jour calendaire de retard dans la restitution des badges d'accès et des clés est appliquée.

Réfaction pour remplacement ou réparation

En cas de détérioration de tous types de revêtements ou équipements divers, ou d'endommagement de mobilier ou accessoires, il est prélevé une pénalité égale au montant des frais de réparation ou de remise en état en cas de non-respect de son obligation de réfection ou remplacement dans le délai de 5 semaines maximum.

Pénalité pour retard dans la remise des documents

Une pénalité de 30 € HT par semaine de retard (7 jours ouvrés) s'applique en cas de retard dans la remise des documents suivants :

- Planning d'exécution de l'ensemble des prestations, à transmettre dès la notification du marché.
- Communication des copies de titres de résidence et autorisations de travail des personnels étrangers à transmettre dès la notification du marché.

- Liste nominative des personnels et mise à jour de la liste dès la notification du marché.
- Communication des fiches techniques de tous les produits utilisés à transmettre dès le début du marché.

Respect de la production périodique des attestations fiscales et sociales

En cas de non-présentation des attestations fiscales et sociales selon la période fixée et après lancement d'une mise en demeure restée sans réponse au terme d'un délai de 15 jours, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 500 € HT par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché.

16.4. Application de réfections

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, l'acheteur peut admettre les prestations avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées s'il estime qu'elles ne sont pas entièrement conformes aux stipulations du marché.

Le titulaire a une obligation de résultat, en cas de manquement, l'acheteur adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception lui notifiant le projet de réfaction applicable sur la facture mensuelle du mois concerné. Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de la réception pour présenter ses observations. En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction.

16.5. Application de réfections dérogatoires

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsqu'une prestation sera effectuée de manière défectueuse, en partie ou en totalité, ou lorsqu'une préconisation ne sera pas respectée, le titulaire encourra des pénalités dans les conditions suivantes :

- les opérations qui n'auront été exécutées que partiellement donneront lieu à l'application d'une réfaction de **50,00 € HT** par manquement constaté,
- non utilisation de produits de nettoyage conformes à la législation en vigueur et aux normes environnementales : **50,00 € HT** par manquement constaté,
- absence de personnel non remplacé : **50,00 € HT** par jour d'absence et par personne à partir du premier jour,
- non-respect des mesures de sécurité : **50,00 € HT** par manquement constaté,
- non-respect de l'offre du titulaire : **100,00 € HT** par manquement constaté,
- non-prise en compte du compte de l'offre du titulaire : **100,00 € HT** par manquement constaté,
- le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et des EPI conformes à la législation en vigueur : **50,00 € HT** par manquement constaté.
- non communication des documents administratifs dans les délais impartis : **50,00 € HT** par infraction constatée.
- non approvisionnement et non mise en place des consommables : **100,00 € HT** par jour de retard
- pénalité à la suite de trois demandes de remise en conformité par le représentant de la Fossy suite aux contrôles contradictoires : **150,00 € HT** par tranche de trois rappels.
- non remplacement d'un matériel usagé ou hors service : **50,00 € HT** par jour de retard à partir du 10ème jour de la demande de remplacement.

- non transmission du rapport de contrôle : **50,00 € HT** par jour de retard à partir du 15ème jour après la date du contrôle.
- non intervention dans le délai contractuel du responsable de site en cas d'appel : **50,00 € HT** par infraction constatée.

17.RESILIATION

La Fossy peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le CCAG-FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure (articles 5 et 6 du CCAP) ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS (Chapitre VII). La Fossy se réserve le droit d'appliquer ces dernières.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, la Fossy peut alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du prestataire déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et dans le cas où l'application des conditions supra conduit à une variation de prix supérieure à 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché.

18.REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du NCPC. Les parties peuvent également recourir au médiateur des entreprises.

19.DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
4.1
11.8.1
3.7.1 et 3.7.2
3.6
30.2.1 et 30.4.3
14 et suivant
38 à 45